

## DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL

# Aider là-bas, rapproche ici

**Aux Mureaux, la création d'une fédération d'associations de coopération internationale portée par les habitants, la direction de l'action sociale du conseil général des Yvelines et les élus, fait évoluer profondément les rapports entre habitants, mais aussi avec les travailleurs sociaux. L'expérience a d'ailleurs poussé ces derniers à revoir leurs postures pour mettre en avant le potentiel de leurs publics dans une perspective de développement social local.**

PAR JOACHIM REYNARD

Même si les situations de certaines familles présentes sont difficiles, les rires raisonnent dans les murs des locaux du territoire d'action sociale (TAS) de Seine-et-Mauldre aux Mureaux (Yvelines), une ville de 33 000 habitants au taux de chômage élevé (50% chez les moins de 25 ans des cinq quartiers classés Zus). Ça discute, ça rigole, usagers et travailleurs sociaux. Ça fleure bon la confiance et la coopération. Et pour cause.

L'histoire commence en 2009 quand Noriatou So, présidente de "Femmes unies", une association d'aide à la parentalité, interpelle le TAS pour travailler en partenariat avec le département. "Lors de la première réunion avec les femmes de l'association, il n'y avait que trois femmes dans la salle. Les autres étaient cachées par peur du travailleur social", explique Christelle Lecoq, assistante sociale. Mais très vite les liens se nouent et en mai 2010 le TAS propose de prêter ses locaux à l'association qui n'en a pas. "Ça a considérablement modifié la vie de l'équipe car tous les mer-

credis elles sont là avec une cinquantaine d'enfants", raconte Agnès Etendart, directrice d'action sociale du territoire de Seine-et-Mauldre. À la même époque, Saidou Thiam, un bénéficiaire du RSA suivi par l'assistant social Kevin Tonvel et très impliqué dans la vie associative, demande le soutien du conseil général pour aider au développement de projets de coopération internationale. Car aux Mureaux, on compte 462 associations dont 214 font de la coopération internationale.

### L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT BÉNÉFICIE AUX AIDÉS ET AUX AIDANTS

Mais "leurs responsables étaient confrontés à des problèmes de gestion et au manque de connaissance des bailleurs de fonds rendant difficile l'élaboration de projets internationaux. Donc avec Saidou Thiam, on a monté une formation pour eux", indique Agnès Etendart. D'avril 2010 à février 2011, vingt associations, dont Femmes Unies, ainsi que les trois travailleurs sociaux vont suivre 10 jours de formation. "Le département a subventionné la démarche et les associations préparaient le repas.

Ce qui a créé des moments très chaleureux et a fédéré le groupe", raconte la directrice. "Puis en septembre, pour formaliser les choses, nous avons créé le Réseau d'associations de coopération internationale du Val-de-Seine (Racivs), subventionné par les collectivités territoriales (commune, conseil général, région)". Il réunit 54 associations, soit près de 300 personnes de tous les âges. "Nous avons pensé que la coopération pouvait changer la donne en permettant de mutualiser nos forces", souligne Saidou Thiam, devenu président du Racivs. En parallèle des formations qui reprendront fin avril pour dix nouvelles associations, la fédération assure l'accompagnement des projets avec quatre permanences par semaine. Elle organise aussi, dans les locaux du TAS, des réunions d'information publiques, qui rassemblent jusqu'à 300 personnes, pour rencontrer les bailleurs de fonds investis dans la solidarité internationale ; et débattre de problèmes de société. Car "au-delà de permettre de trouver des subventions pour les projets, nous pensons que la démarche citoyenne du Racivs peut être mise à contribution pour réussir la cohésion sociale", explique Saidou Thiam. "L'accueil des réunions est ainsi assuré par des jeunes bénévoles des quartiers, extrêmement investis. Par ailleurs, les projets et actions portés par le Racivs font sortir des personnes âgées qui restent habituellement chez elles. Le réseau réunit ainsi les générations. Et en plus, le regard



**Le jour de la naissance du Racivs, un réseau qui permet de faire travailler ensemble les 62 ethnies que compte la ville des Mureaux**

des jeunes sur leurs parents porteurs de projets change, et inversement. Ça valorise la place des uns et des autres”, explique Kevin Tonvel.

### UN RETOUR AUX SOURCES POUR LE TRAVAIL SOCIAL

Entre travailleurs sociaux et habitants aussi “une confiance s’est installée”, note Saidou Thiam. “Ça a modifié considérablement les relations puisqu’il y a un vrai partenariat entre la direction de l’action sociale et le Racivs”. “Pour nous ça a été un vecteur d’entrée en communication avec la population : avant le service social était appelé “le bunker” par les jeunes, désormais les gens n’ont plus la même image”, constate Christelle Lecoq. Pourtant, “l’accueil était déjà important (15 000 personnes), mais il y a un réel changement de représentations des uns et des autres”, souligne Agnès Etendart. Et l’évolution est également notable dans les postures des professionnels. “Ils sont très investis, même en dehors des horaires de travail. Cette action nous a fait comprendre que le travail social ne consiste pas uniquement à recevoir

des personnes individuellement, mais que c’est aussi créer du lien avec le public”, explique la directrice. “L’ouverture de nos locaux aux associations renforce et valorise notre mission d’accueil. Pour le public, qu’il y ait autant d’activités permet de dédramatiser le fait de venir dans un service social”, explique Kevin Tonvel. “Et en individuel notre façon d’intervenir a changé. Au départ on avait tendance à ne travailler que sur les difficultés des gens, avec cette nouvelle ouverture on réapprend à travailler sur les capacités et les compétences et à avoir une vision globale du quartier. Et ça change tout”, se félicite Christelle Lecoq. Preuve en est, la constitution du Racivs a créé une dynamique qui engendre de nombreuses actions collectives : par exemple l’association Femmes unies et les travailleurs sociaux accompagnent désormais ensemble les jeunes dans l’accès à la culture, aux loisirs... Bref, “ce n’est pas ce qui se passe là-bas en Afrique qui est fondamental, ce sont les changements qui ont lieu ici”, résume Agnès Etendart. Et cela n’est pas prêt de s’arrêter.

#### CONTACT

Territoire d’action sociale Seine-et-Mauldre :  
01 30 99 58 80

Retrouvez le détail de cette bonne pratique ainsi que de nombreuses autres sur : [www.apriles.net](http://www.apriles.net)

## EN BREF

### APF RECHERCHE BÉNÉVOLES

Le service vacances de l’Association des paralysés de France recherche des accompagnateurs bénévoles pour les vacances estivales. Aucune compétence particulière n’est demandée, il suffit d’être majeur avec une bonne résistance physique et être disponible deux à trois semaines cet été.

Inscriptions sur [www.apf-evasion.org](http://www.apf-evasion.org) ou au 01 40 78 00 00

### 20 ANS APRÈS, BILAN DU 119

Selon le bilan de 20 ans d’activité du Service national d’accueil téléphonique pour l’enfance en danger (Snated), plus de 200 000 enfants ont fait l’objet d’une demande d’évaluation auprès des départements, suite à un appel au 119. En 2009, 9 235 informations préoccupantes ont été transmises aux départements. Plus de 80% des situations d’enfants en danger ou en risque de l’être ont été confirmées.

### MEI : COMMENT MIEUX LES INTÉGRER ?

Selon une étude de l’Observatoire de l’intégration des réfugiés de France Terre d’asile, les mineurs étrangers isolés reconnus comme réfugiés (103 en 2009) ont parfaitement acquis les codes de la société française, mais restent vulnérables psychologiquement, ce qui peut constituer un frein à leur intégration. L’association émet donc une série de recommandations pour faciliter notamment leur accès à l’éducation, comme le développement des classes d’accueil au sein des lycées professionnels.

\* Voir Les cahiers du social n°28 - février 2011 disponible sur [www.france-terre-asile.org](http://www.france-terre-asile.org)

### CONTRATS D’AUTONOMIE : UN BILAN CONTRASTÉ

Alors que le président de la République a annoncé la mise en place de 7 000 contrats d’autonomie supplémentaires visant l’accompagnement vers l’emploi ou la formation qualifiante des jeunes des quartiers sensibles, une étude de la Dares dresse un bilan contrasté. En plus d’être coûteux, il semblerait bénéficier à un public déjà connu des structures et moins éloignés de l’emploi que prévu.